

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHROLL

75 rue Prunier
68000 Colmar

Références : 0006704907_2024_06_24_SCHROLLPrunier_VIIC respect ech MED 22 12
Code AIOT : 0006704907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement SCHROLL implanté 75 rue du prunier 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 75 rue du Prunier 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006704907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est constitué d'installations de transit et de regroupement de déchets de différentes catégories ainsi que d'une déchetterie professionnelle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 22 décembre 2023 relative à l'entreposage des déchets
- Ressource en eau - Arrêté préfectoral du 25 novembre 2010 modifié

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stockage de déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3	Astreinte	-
3	Distances de stockage	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 4	Astreinte	-
4	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/11/2010 modifié, article 74.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage de bois	AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à une seule des trois prescriptions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 22 décembre 2023, dans les délais impartis relative au stockage de bois traités. Le service d'inspection propose en conséquence des sanctions administratives au préfet sur le non-respect des articles 3 et 4 dudit arrêté portant respectivement sur le stockage de déchets dangereux et les distances de stockage.

Par ailleurs, un arrêté portant mise en demeure est proposé sur l'insuffisance des ressources en eau disponibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de bois traités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de bois traités
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté , l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé : « <i>Stockage extérieur de bois traité</i> [...] <i>La hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</i>

L'aire de stockage est située à plus de 5 m des limites de propriété et du hall».
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2023, il a été constaté que les stockages de traverses de chemin de fer étaient réalisés jusqu'à une hauteur de 4 mètres ainsi que la présence de dépôts de bois traités contre la limite de propriété.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite avoir cessé l'activité de stockage temporaire de traverses de chemin de fer depuis le début de l'année 2024. Le service d'inspection n'a pas constaté lors de sa visite des installations la présence de ce type de déchet. Aucun dépôt de bois traités n'était présent contre la limite de propriété.</p> <p>L'exploitant est conforme aux exigences de la prescription susvisée.</p> <p>Par ailleurs, par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance a été commandité à un bureau d'étude (bon de commande daté du 21 février 2024 joint au courrier) pour actualiser sa situation administrative.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :</p> <p>« Hall</p> <p>Le hall accueille les activités suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>Espace Recyparc sur une aire de 2000 m²</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Seuls les déchets non dangereux sont acceptés sur l'espace Recyparc».</i>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2023, il a été constaté la présence de déchets dangereux (pots de peinture usagés, fûts d'huiles) entreposés sur l'espace Recyparc.</p> <p>Le service d'inspection lors de sa visite du 24 juin 2024 a constaté que la situation était inchangée : présence de déchets dangereux (huiles moteurs, pots de peintures usagés, batteries, etc.) au niveau de l'espace Recyparc (cf. photo en annexe).</p> <p>L'exploitant ne s'est pas conformé aux exigences de la prescription susvisée.</p> <p>Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance a été commandité à un bureau d'étude (bon de commande daté du 21 février 2024 joint au courrier) et qu'il contiendrait une demande relative à l'ajout de la rubrique 2710-1 associé au stockage de déchets dangereux.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Distances de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Distances de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :</p> <p>« <i>Stockages extérieurs de déchets non dangereux</i></p> <p><i>Les stockages extérieurs de déchets non dangereux sont [...], séparés par des espaces de 5 m au minimum et situés à plus de 10 m du hall et des limites de propriété.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2023, il a été constaté la présence de déchets stockés contre la limite de propriété et une distance entre les îlots inférieure à 5 m.</p> <p>Le service d'inspection lors de sa visite du 24 juin 2024 a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les stockages extérieurs de déchets non dangereux (situés à l'est du site, dont notamment le stockage de bois), sont éloignés de plus de 10 mètres du hall, - la présence de stockage de déchets non dangereux (papiers, cartons, plastiques, etc. contenus dans des containers poubelles) le long des limites de propriété (situés à l'est du site), - les stockages extérieurs de déchets non dangereux ne sont pas distants d'un espace de 5 m entre eux. <p>L'exploitant ne s'est pas conformé aux exigences de la prescription susvisée.</p> <p>Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance a été commandité à un bureau d'étude (bon de commande daté du 21 février 2024 joint au courrier) et qu'il contiendrait une demande relative à l'actualisation des conditions de stockage des déchets non dangereux en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Ressource en eau

Référence réglementaire : AP du 25/11/2010 modifié, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p><i>Les ressources minimales en eau (420 m³/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, [...].</i></p> <p><i>Les ressources comprennent [...] :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les poteaux incendie normalisés fournissent un débit simultané de 180 m³/h,</i> • <i>[...] Une aire d'aspiration est aménagée pour un prélèvement de 240 m³/h.</i> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 3 novembre 2023 (à la suite de la visite du 17 octobre 2023), l'exploitant a indiqué que la pompe de l'aire d'aspiration est capable de délivrer un débit de 150 m³/h. Le débit des poteaux incendie n'était pas disponible (mesure non faite) lors de cette visite de 2023.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2024, l'inspection a constaté</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fonctionnement de la pompe d'aspiration sans enregistrement du débit délivré, - un débit simultané des deux poteaux incendie sur les trois requis de 272 m³/h. Toutefois seul l'un des deux poteaux (le PEI n°122) serait utilisé par le SIS en cas d'incendie (cf constat précédent). Ce poteau a un débit de 166 m³/h (d'après le rapport de mesure réalisée le 22 février 2024 par la Colmarienne des Eaux). <p>Par ailleurs, le courrier de l'exploitant, daté du 12 juillet 2024, transmis au service d'inspection comprend une analyse du risque incendie (cf. constat n°10) qui mentionne que le débit de la pompe immergée pour les lances pompiers est d'environ 60 m³/h à 4,5 bars ce qui contredit les informations transmises par l'exploitant le 3 novembre 2023. Le débit de prélèvement de l'aire d'aspiration n'est donc pas conforme au débit requis (240 m³/h).</p> <p>En conséquence, les ressources minimales en eau de 420 m³/h pendant deux heures ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prendra les mesures appropriées pour disposer des ressources minimales en eau requises, une mesure compensatoire sera proposée à ce sujet dans le projet d'arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>